

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

La consommation annuelle de chauffage est de 2000 € dans l'est parisien (19°, 20° arrondissements) et de 10 000 € dans l'ouest (les « beaux quartiers»). Cherchez le thermostat !!!

Dans son dernier rapport «Planète Vivante», le WWF INDIQUE que 69 % des populations d'animaux sauvages ont disparu en moins de cinquante ans. Par contre sur les réseaux « sociaux » les corbeaux numériques prolifèrent....

En 2021 seul un.e salarié.e sur 3 est resté à Amazon. Le coût (selon une étude interne rendue publique par le site 'Engadget', non démentie) est de 8 milliards de dollars par an, pour l'entreprise. Qui a réalisé quand même un bénéfice net de 33,36 milliards de dollars en 2021.

La CPAM de Gironde va déménager son siège de la Tour de l'Europe (et quelques autres sites) à.... Cracovie ! Pas de panique il ne s'agit pas d'une délocalisation en Europe centrale mais d'un quartier de ... Bordeaux Ouf.

Agenda militant

Judi 10 novembre 19h

La gauche et le travail, sortir du déni ?
Au Lieu-Dit , 6 rue Sorbier 75020 Paris

Dimanche 13 novembre à 10h30

Un moment sans retour
Sortie du film Raymond Macherel
Rennes au cinéma Arvor

Judi 17 novembre

Grève du chômage
Programme sur le site de TZCLD

Du 18 novembre au 4 décembre

Festival des solidarités
9 et 10 décembre
Rencontres annuelles du Syndicat de la Médecine Générale
Vers le 100 % sécu, passons à l'action
Malakoff

Il n'y a pas que les motions de censure et le 49.3 dans la vie, il y a aussi des grèves... et des actionnaires !

Des grèves en cours, d'autres annoncées. On citera à venir la grève des bus Star de Rennes, de Dijon, d'Aix-en-Provence, de la RATP à Paris... Mais aussi la grève des éboueurs de Paris 15e. Aux raffineries TotalEnergies la grève a commencé le 27 septembre, des négociations sont annoncées. Citons aussi la grève des sans-papiers de DPD transporteur de colis et Chronopost en Ile-de-France qui dure depuis fin 2021.

S'annonce la grève générale et nationale du 10 novembre après celles des semaines passées dans les transports, tram de Lille, bus de Pau et de Dijon. Mais aussi celle des internes en médecine, les lycées professionnels, ou encore des écoles de Montpellier.

La téléchose répète à l'envi que les grévistes bloquent le pays. On croit rêver : la presse aux ordres révèle ainsi que le travail salarié est essentiel... Et fournit la preuve : sans ce travail de la France d'en bas, tout s'arrête. Merci la téléchose pour le coup de pouce : payons les salariés à la hauteur de leur absolue nécessité pour le pays !

Cependant LCI, BFMTV, FR2, CNEWS, TF1... et consorts ont un credo : ne pas dire à quel point l'argent existe et où le trouver ?

Il arrive néanmoins que l'euphorie de l'argent coulant à flot conduise la presse bienpensante à exposer que la distribution de dividendes atteint des records en France et dans le monde.

Ainsi le journal Les Échos affirmait fin août « Des dividendes spectaculaires après des profits exceptionnels. Les grandes entreprises n'ont pas rechigné à partager avec leurs actionnaires les fruits de la moisson extraordinaire de la sortie de crise [...] qui ont atteint des niveaux record de 44,3 milliards d'euros en France, et de 544,8 milliards de dollars dans le monde ».

Ce « record » français, en un trimestre, semble confirmer les 147 milliards d'euro qui seront versés cette année en dividendes aux actionnaires du CAC 40.

Cet argent n'est pas rentré par magie dans leurs coffres. Il est à la fois le fruit du travail salarié et de la spéculation. Spéculer c'est considérer que l'usine à masques sanitaires de Bretagne peut crever, l'argent fera des petits plus gros dans un coffre bancaire.

Ces sommes colossales, fruit du travail humain, sont interdites d'accès aux humains qui les ont produites, ça s'appelle le capitalisme, et il faut en finir. Il s'agit moins de mieux répartir les richesses que de spolier les actionnaires de la plus-value produite par le travail humain qu'ils kidnappent jusqu'à présent.

De surcroît, nous sommes pressés. Plus vite on brisera le pouvoir actionnarial, plus vite les salariés pourront soumettre la production elle-même et les conditions de sa réalisation aux impératifs de l'urgence climatique. ●

CATHERINE DESTOM-BOTTIN



Tournis anglais

La bourgeoisie anglaise a la tête qui tourne. Après la piteuse sortie de Boris Johnson, qui avait renversé Theresa May de son poste de première ministre, les conservateurs britanniques pensaient avoir enfin trouvé un semblant de stabilité avec Liz Truss, qui se présentait comme la Margaret Thatcher 2.0. Elle n'aura pas eu le temps de défaire ses valises au 10 Downing Street qu'elle a dû démissionner 44 jours après sa nomination. En cause, l'effondrement des marchés devant son programme qui annonçait de radicales baisses d'impôt pour les riches, sans pour autant trouver les financements nécessaires, même au prix de drastiques réductions des dépenses sociales. Dès lors la City s'inquiète, la livre dégringole, les taux d'intérêt montent à une vitesse vertigineuse. De plus elle garde en mémoire la récente puissante grève des cheminots et observe ces attroupements citoyens qui brûlent leurs folles factures d'électricité. La colère sociale gronde. Aujourd'hui elle pense avoir trouvé sa martingale ou son pis-aller avec Rishi Sunak, rejeton de Goldman Sachs, « British Indians » milliardaire. Mais le nouveau gouvernement hésite déjà et vient de repousser de dix jours l'annonce du détail de son programme. Les travaillistes piaffent d'impatience et en appellent à de nouvelles élections. Pour autant, il est improbable qu'ils puissent constituer une alternative crédible à la droite britannique, tout imprégnés de blairisme qu'ils sont. Paradoxe ce sont les marchés financiers qui ont fait chuter Liz Truss pourtant acquise à leurs intérêts et non le Labor. Il est donc peu probable que ce soit dans les urnes que la résistance sociale puisse s'organiser.

● PATRICK LE TRÉHONDAT

Réquisitions sociales à Rennes. Les parents s'en mêlent



Une inter organisation très large s'est créée à Rennes, pour soutenir les migrants. Des squats ont été ouverts, année après année, montrant qu'il existait des lieux possibles à réquisitionner. La mairie de Rennes a été conduite à leur donner des moyens et a pris conscience que ces lieux de vie étaient à la fois moins coûteux et plus adaptés que les chambres d'hôtel qui interdisent la cuisine et le repos dans la journée. Elle a repris la gestion de certains de ces lieux, en finançant d'autres.

Après ces occupations, la mairie a poussé des promoteurs immobiliers à signer des conventions avec une association, pour permettre l'hébergement de migrants durant les mois où des maisons restaient inoccupées. Il y a à présent plusieurs dizaines de ces maisons à Rennes et ses alentours, gérées en partie par les occupants, avec le soutien des militants de

l'association, au prix d'un gros investissement d'énergie, et d'une aide matérielle de la mairie.

Chaque année cependant, il reste une ou des centaines de personnes exilées sans hébergement. La préfecture ne loge qu'une partie des demandeurs d'asile, le 115 est saturé, les déboutés restent sur place. La concentration des démarches sur Rennes et le monstrueux retard du traitement des dossiers accentuent ce phénomène.

Le lieu d'hébergement inconditionnel revendiqué depuis longtemps par l'inter-orga n'ouvre pas. L'État reste sourd.

En 2021, la ville de Rennes contribuait à l'hébergement de 900 exilés et a refusé d'aller plus loin disant qu'aucune ville de France n'en faisait autant et renvoyant aux responsabilités de l'État. Elle a envoyé la police pour empêcher une nouvelle réquisition en octobre. Après une tempête, les éclaireurs de France et l'université ont logé près de 100 personnes, avec le soutien actif des associations.

La mairie a dû laisser occuper un gymnase en janvier 2022, qui a constitué un abri précaire où la surpopulation croissant de semaine en semaine (les services de l'état y adressaient les exilés !) a finalement rendu la cohabitation insoutenable, malgré une belle solidarité des parents en enseignants : laverie solidaire, soutien scolaire.

A l'été 2022, on retrouvait les campements « traditionnels » dans les parcs rennais. L'opération d'évacuation et de relogement menée par l'État a laissé la moitié des familles à la rue. Une occupation symbolique d'école par une association a permis d'obtenir le relogement d'une famille.

Les parents d'élèves ont su que certains des élèves de l'école de leurs enfants étaient sans toit. Soutenus par l'inter-orga, ils ont manifesté devant les écoles et occupé certaines d'entre elles, jusqu'à obtenir de l'académie d'y loger provisoirement les familles concernées, l'école continuant à fonctionner normalement. Ils ont constitué un collectif inter écoles (12 écoles et un collège) et ont été nombreux à participer aux manifestations dans la ville, ont formé des chaînes humaines devant les écoles, rencontré la presse, les élus. A Fougères, le collège a été occupé par le personnel qui a mis une famille géorgienne à l'abri pour obtenir son relogement.

Les familles à la rue et leurs enfants aussi sont très présents à chaque mouvement public. Cette entrée des parents dans la mobilisation pour des réquisitions, la présence des familles et des enfants ont permis un meilleur relais avec des élus et des médias.

La lutte continue.

● MARIANNE COUDROY

Vaccin : quand on fait les choses à moitié



Vaccins stop brevets, réquisition !

Je ne suis pas anti-vax. Mais...

On apprend lors d'une audition de la direction de Pfizer devant une commission européenne que les vaccins n'ont pas été testés avant d'être « sur le marché » (expression qui en dit long) on apprend par ailleurs que l'organisme de plusieurs milliers de vaccinés n'a pas supporté le produit.

Faute d'organiser systématiquement des analyses avant l'injection de la dose pour connaître le niveau d'anticorps déjà acquis, des patients se sont trouvés avec trop d'anticorps. On pourrait penser que l'on n'est jamais trop protégé. Eh bien si ! Ce surplus d'anticorps peut provoquer des réactions auto-immunes. Ils se nourrissent des gaines des nerfs qui irriguent les membres. Résultat : des cas plus ou moins longs de paralysie des bras, ou des jambes, ou des deux, plus ou moins intenses parfois allant jusqu'à une hospitalisation. Puis des fourmillements dans ces membres. Ajoutons-y parfois une difficulté à se nourrir ; le tout accompagné d'un affaiblissement profond qui peut durer plusieurs mois. Cela porte un nom : le syndrome de Guillain Baré. Pour l'instant le remède le plus préconisé est... la patience. On fait avec. Cela parce qu'on ne prend ni le temps ni l'argent pour faire les analyses nécessaires avant chaque vaccination.

● PIERRE ZARKA



Énergies, besoins, sobriété

**Des factures qui explosent. Des coupures ? Le col roulé comme seule alternative ?
Jets privés pour certains, marche ou crève pour d'autres ?**

**Crise de l'énergie et crise du capitalisme, les conséquences sont redoutables
et génèrent de l'angoisse.**

**Quelles réponses alternatives construire en s'appuyant sur le déjà-là et en liant
abondance des besoins et sobriété des réponses ?**

- **Hommage à Soulages**
- **Le dossier est illustré par des**
- **œuvres de Pierre Soulages, le**
- **peintre qui faisait surgir la lumière**
- **du Noir.**

Énergies : abondance de besoins, sobriété des réponses...

Dans la population (et certaines entreprises) l'angoisse est très grande. Encore plus douloureusement qu'aujourd'hui, en novembre factures et peut-être coupures vont apparaître. Nous voulons que ce dossier articule réponses concrètes immédiates, expérimentations, propositions à moyen terme et restructuration de la production énergétique. A partir des réalités ressenties aujourd'hui. Tout en mettant en synergie les diversités de réponses et leurs différences de niveau.

En partant de la vie concrète, ce dossier est constitué de différentes contributions qui abordent 3 dimensions en tentant d'indiquer quelle(s) alternative(s) sont possibles, souhaitables.

Le rapport entre (crise des) énergies et crise (globale) du capitalisme s'impose indubitablement comme un fil rouge de ces réflexions..

On nous gave de sobriété, nouvelle novlangue qui succède au terrorisme dans la tentative de mise à pas du peuple. Mais comment se pose la question de la consommation et des besoins ?

Posons quelques bases : L'électricité n'est pas un marché, elle ne se stocke pas. L'énergie est un bien de première nécessité.

- Comment appréhender les types d'énergies, les enjeux publics/privés, la question industrielle ? les coûts des énergies ?
- Décarboner, qu'est-ce à dire ?
- L'organisation des industries énergétiques, les questions de nationalisation/étatisation/coopératives, donc la réorgani-

sation de la production y compris à l'échelle mondiale, et du monde énergétique interconnecté : pouvons-nous contourner cette complexe réflexion ?

Le développement de l'énergie au cœur du développement humain, et intrinsèque au capitalisme... mais tout développement de projets industriels (dans l'énergie comme dans d'autres industries), suppose des salarié.e.s. Comment pèsent-ils sur les stratégies industrielles ? L'organisation managériale au sein même de l'entreprise n'est-elle pas une donnée essentielle ?

Quand on a besoin des salarié.e.s d'un secteur, « on » fait l'effort nécessaire : ce point d'appui est indispensable à prendre en compte.

L'alternative est possible parce que la fin du capitalisme n'est pas la fin du monde.

Sans nul doute ce dossier suscitera débats, enrichissements, controverses. Le forum sur le site <https://ceriseslacooperative.info/> est ouvert pour poursuivre.

● La rédaction

Griottine

Les contributions à ce dossier sont très majoritairement rédigées par des hommes ; ce n'est pas un choix de la rédaction. Mais nous devons constater que la plupart des contributrices sollicitées n'ont pu nous répondre positivement. L'énergie fait son genre ?

L'ÉNERGIE, UN BIEN DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ

Vers une société plus durable, plus équitable

L'association NEGAWATT -et nous l'en remercions- nous a autorisés à publier ce texte, extrait d'un document plus complet intitulé 'scénario 2022'¹ et disponible sur son site. L'association déploie une importante activité pour la transition écologique.

Le scénario négaWatt s'inscrit dans une démarche globale de soutenabilité. Il vise à répondre aux impératifs énergétiques et climatiques, tout en nous orientant vers une société plus durable, plus équitable et plus résiliente, en traitant également les enjeux de biodiversité, de précarité, de pollution de l'air, etc.

Par sa dimension systémique, ce scénario contribue pleinement à l'atteinte des 17 objectifs de développement durable définis par l'Organisation des Nations Unies. Ce

1. <https://negawatt.org/IMG/pdf/synthese-scenario-negawatt-2022.pdf>

référentiel, bien qu'ayant ses propres limites, propose un socle pertinent pour considérer la diversité des enjeux sociaux, économiques et environnementaux autour des choix de transition énergétique.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'ONU

L'empreinte environnementale globale de notre système de production et de consommation est fortement réduite : les émissions nettes de gaz à effet de serre deviennent nulles en 2050, le système énergétique est alimenté à 96 % par des sources renouvelables, la consommation de matériaux issus de l'extractivisme est fortement réduite, la biodiversité et la ressource en eau sont davantage préservées.

De nouvelles dynamiques économiques sont enclenchées : les stratégies industrielles ont sensiblement évolué, l'industrie lourde s'est transformée pour produire de manière radicalement moins émettrice, les filières de matériaux renouvelables et d'énergies renouvelables sont devenues largement compétitives, engendrant des retombées économiques pour les territoires, des centaines de milliers d'emplois pérennes sont créés, et la baisse de la consommation d'Énergie dégage du pouvoir d'achat pour les ménages.

Les conditions sociales sont améliorées : la précarité et la vulnérabilité énergétiques sont fortement réduites, tout comme les inégalités de ressources et d'accès aux services, offrant à l'humanité un espace de vie durablement plus juste et sur.

L'ensemble de la population profite d'une meilleure santé, grâce à une réduction globale de la pollution de l'air, de l'eau et des sols, à une alimentation et à un régime alimentaire bien plus sains ou encore à l'utilisation accrue des modes actifs de déplacement comme le vélo et la marche à pied.

VISION ET FONDAMENTAUX

Bien que son périmètre se limite à la France métropolitaine, le scénario négaWatt s'inscrit résolument dans une vision mondiale.

Il intègre le principe d'une **équité d'accès** aux ressources énergétiques et aux matières premières, et d'un **partage de l'effort** entre les régions du monde sans perdre de vue la **responsabilité historique des pays occidentaux** dans la dégradation de l'environnement et dans l'aggravation des inégalités sociales.

Climat : nous pouvons encore agir

Les conséquences du dérèglement climatique sont déjà- visibles, y compris en France, et l'objectif de non-dépassement du seuil de +1,5°C de réchauffement global semble de plus en plus hors de portée. Pour autant, est-il trop tard pour agir ?

La réponse est clairement non. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a montré dans son rapport publié durant l'été 2021 que la limitation à +1,5°C du réchauffement entait encore possible - bien que très difficile à atteindre - sous certaines conditions. **Parce que « Chaque de-**



mi-degré compte, chaque année compte, chaque choix compte » et que l'urgence climatique est l'affaire de tous, ce sont tous les acteurs qui doivent unir leurs forces, depuis les plus grandes organisations internationales jusqu'à chacune et chacun d'entre nous.

Construire un scénario énergétique en repartant des usages de l'Énergie - comme le fait négaWatt - permet d'identifier les solutions et les actions concrètes à notre portée afin de rendre possible la lutte contre le dérèglement climatique et la mise en place d'un nouveau projet de société.

Pas de transition écologique sans transition sociétale

Les émissions mondiales de gaz à effet de serre sont très majoritairement dues à la combustion d'énergies fossiles pour produire de l'électricité, faire rouler des véhicules, chauffer des bâtiments ou encore faire fonctionner des industries. La nécessaire transformation de notre

système énergétique ne pourra pas se faire en remplaçant simplement les énergies fossiles par des énergies décarbonées. **La limitation des impacts environnementaux et sociaux et la réduction de la pression sur les matières premières passent par une profonde transformation de nos modes de consommation et de production d'énergie et de biens matériels.**

Ces perspectives appellent de fortes transitions sociétales, au niveau individuel comme collectif. Source d'espoir, la population française montre une aspiration grandissante à faire évoluer ses modes de vie pour répondre aux enjeux environnementaux. Pour que cette transition sociétale devienne effective, elle doit être comprise, acceptée et portée par le plus grand nombre ; sa mise en œuvre doit être anticipée et accompagnée par des actions politiques plutôt qu'imposée et subie.

● NEGAWATT

www.negawatt.org - [Twitter](#) - [Facebook](#) - [LinkedIn](#)

L'énergie, un commun trop peu maîtrisé

Si le propos est de mieux comprendre la crise énergétique qui semble en cours et de questionner l'organisation de sa production et de sa distribution en France, il est utile de revenir sur le temps long et d'éclairer un peu le sujet, avant d'émettre quelques pistes d'une politique publique de l'énergie, pensée comme un commun.

En France
Selon EDF, la production électrique
en 2021 est de 510 TWh (1TWh= 1
milliard de kWh)
Nucléaire : 76,8%
Hydraulique : 8,6%
Énergies renouvelables : 5,9%
Énergies fossiles (dont pétrole) : 0,8%
Gaz : 7%
Charbon 0,8%

2300 barrages hydroélectriques dont
433 sont exploités par EDF
La France est la 3^{ème} puissance
hydroélectrique en Europe et la 10^{ème}
au monde.

56 réacteurs nucléaires
répartis sur 18 sites
Un réacteur de 900 MW produit en
moyenne chaque mois 500 000 MWh,
ce qui correspond à la consommation
de 400 000 foyers environ

8000 éoliennes réparties
dans 1942 parcs.
En 2019, le parc éolien français a
produit 34,1 TWh soit 6,3 % de la
production d'électricité nationale. Cela
représente une progression de 21,2 %
par rapport à 2018.

Mettons un point de départ à la livraison des « Limites de la croissance » en 1972. Concomitant d'une prise de conscience écologiste minoritaire, antérieur aux chocs pétroliers, causes de politiques anti-gaspi revenues dans l'actualité récente, le rapport dit « du Club de Rome » s'appuyait sur les limites physiques connues de la planète et sur les tendances d'indicateurs civilisationnels (démographie, pollution,...) pour alimenter un modèle informatique et estimer non pas une probabilité d'effondrement, garanti, mais une période probable de son déclenchement. Pourquoi ? Parce que l'énergie et les matériaux, disons les ressources naturelles, sont disponibles en quantités finies, que nous les exploitons sans limite conceptuelle et que, les lois des mathématiques étant ce qu'elles sont, les productions issues de leur exploitation passeront par un maximum avant de diminuer inexorablement. Précisons que le rapport n'a globalement pas été sérieusement remis en cause depuis sa sortie ni par les critiques, ni par les données.

La période des années soixante-dix a été celle des débats sur les développements technologiques et la responsabilité (Jacques Ellul, Nicholas Georgescu-Roegen, Ivan Illich, Hans Jonas,...). La question énergétique était au cœur des politiques publiques mais intimement liée à un imaginaire de résolution des privations d'après-guerre et de démocratisation d'un progrès technique considéré comme un avenir certain et sans limite, ce qu'a confirmé la révolution néo-libérale des années quatre-vingt. La quantité d'énergie consommée sur la planète par les sociétés techno-industrielles en plein essor explose. Elle est en gros quatre fois plus élevée au tournant des années quatre-vingt-dix qu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Retenons un quart de charbon, un gros tiers de pétrole, un petit quart de gaz et une petite part de tout le reste, dont la biomasse et l'électricité non carbonée is-

sue de l'hydrolien ou du nucléaire. Rappelons à l'occasion que l'électricité est une des énergies et que le débat sur l'énergie ne peut se réduire au nucléaire, par exemple, qui ne représente qu'un cinquième de l'énergie finale consommée en France¹.

Depuis Rio en 1992, il est raisonnable de dire que la question climatique est poussée – trop lentement - dans les consciences et a fini récemment par faire sa place dans l'actualité. Cela n'a pas été ni sans mensonges de certains groupes industriels, particulièrement les énergéticiens, ni sans globalement une incapacité collective à agir, notamment sur la consommation énergétique qui continue de croître (grossièrement, fois deux depuis 92). La question énergétique a été traitée en filigrane des débats sur le climat. Il paraissait évident aux personnes sérieuses que le forçage radiatif positif, prosaïquement « le réchauffement climatique », était la conséquence d'une augmentation des activités humaines utilisatrices de ressources combustibles fossiles². Cependant, l'énergie était considérée dans les pays nantis comme un acquis, et la question énergétique était mal traitée, ce qui a permis à beaucoup de continuer à considérer qu'il n'y avait pas de limites, que l'efficacité énergé-

1. Pour un point complet de l'énergie primaire et des transformations en énergies finales en France, c'est ici : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-energie-2021/6-bilan-energetique-de-la-france>.

2. Si besoin, les rapports du GIEC (<https://www.ipcc.ch/ar6-syr/>) ou par exemple une synthèse de la synthèse par Sylvestre Huet, y compris les différences entre le savoir de 1990 et le savoir de 2020, ou le budget carbone disponible : <https://www.lemonde.fr/blog/huet/2021/08/09/le-rapport-du-giec-en-18-graphiques/>.

La civilisation techno-industrielle, la nôtre, se retrouve donc aujourd'hui devant une triple contrainte carbone : préservation du climat, limitation des usages de l'énergie et raréfaction des ressources naturelles



tique ou de nouvelles technologies sauveraient la donne, voire qu'un découplage entre PIB, et donc croissance, et énergie était possible, à l'inverse de toute l'expérience humaine acquise depuis la sédentarisation. Contrairement à la question climatique, le problème du pic pétrolier par exemple a été laissé dans le fonds des tiroirs médiatiques.

La civilisation techno-industrielle, la nôtre, se retrouve donc aujourd'hui devant une triple contrainte carbone : préservation du climat, limitation des usages de l'énergie et raréfaction des ressources naturelles. Il serait trop long ici de revenir sur la question des exploitables possibles ou probables, du rendement énergétique, entre autres détails utiles. Retenons que notre problème immédiat n'est pas un souci de stock. Il y a de l'énergie solaire et du vent pour quelques milliards d'années, du charbon et du pétrole pour quelques siècles ou quelques dizaines d'années, selon les modalités de comptage et les hypothèses technologiques ou géopolitiques retenues. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de pic et que la déplé-

Définir collectivement un stock raisonnablement exploitable de ressources, définir un budget carbone et donc énergétique par fonction sociale, par habitant.e et par an, et garantir une acceptation sociale, donc une légitimité, donc une éthique (...) paraissent les bases d'un nouveau développement civilisationnel à construire

tion des différents vecteurs énergétiques ne soit pas déjà en cours. L'Europe a passé son pic de production pétrolière autour de l'an 2000 et son pic de production énergétique autour de 2004 - 2006. Il est raisonnable de penser que la Russie ait passé son pic de production pétrolière en 2019 ou 2020, à peu près au même moment que le pic apparent du pétrole de schiste américain. L'OPEP ne semble plus en capacité de fournir à la hauteur de ses engagements en 2022. La Norvège semble être sur son pic gazier. Un certain nombre de matériaux indispensables à la production industrielle mondiale seront taris, pour des valeurs économiques acceptables, dans le courant de ce siècle (sable à béton, roches phosphatées, pétrole, gaz, cuivre, uranium,...) ³. Pas de nucléaire sans pétrole, sans béton, sans cuivre, et encore moins sans uranium (à technologies disponibles constantes).

Notre problème immédiat est celui des modalités de la distribution de l'énergie disponible et les usages qui en sont faits. Notre problème commun est un choix cornélien. D'un côté, pour préserver l'habitabilité du système Terre par le vivant⁴, nous devrions laisser dans le sol un potentiel énergétique en charbon, gaz et pétrole d'au moins le double de ce que l'humanité a brûlé depuis la révolution industrielle ; dit autrement, une forme d'ascétisme volontaire ou de sobriété choisie⁵. De l'autre, pour satisfaire une exigence de progrès, dans ses meilleures aspirations, soit la généralisation d'une certaine forme

3. Entre autres, les travaux de Mathieu Auzanneau, Directeur du Shift Project, par exemple ici : <https://www.lemonde.fr/blog/petrole/2021/10/12/metaux-critiques-charbon-gaz-petrole-nous-entrons-dans-les-recifs/#more-13013>.

4. Lire Bruno Latour, qui vient de disparaître, mais ses œuvres fondamentales restent.

5. Pointé même par l'Agence Internationale de l'Énergie, qui jusqu'à la fin des années 2010, vendait une production pétrolière sans limite : https://iea.blob.core.windows.net/assets/7ebaf81-74ed-412b-9c60-5cc32c8396e4/NetZero2050-ARoadmapfortheGlobalEnergySector-SummaryforPolicyMakers_CORR.pdf.

de qualité de vie à définir collectivement, nous passerions par différentes formes de productions technologiques et de services sociaux ou marchands, toutes et tous par essence fondamentalement dispendieux en énergie, matériaux et ressources, qui arriveront à manquer⁶.

La crise énergétique actuelle, au sens d'un épisode transitoire ayant une fin proche, n'en est pas une ; c'est un changement structurel lié à la raréfaction de ressources énergétiques en partie subie et en partie nécessaire. Le moment actuel est un soubresaut de ce changement structurel car lié à des contingences transitoires ; ici, une guerre, là, une stratégie de domination, partout, des marchés hautement volatiles et spéculatifs. Ce qui est une vraie crise, car vécue comme telle, au sens d'une fatalité aux effets immédiatement négatifs, ce sont les tarifs de vente et d'achat de l'énergie consommée au quotidien.

En effet, dans toute cette histoire récente de l'énergie, les usages de l'énergie ont été très peu discutés, tout comme les inégalités climatiques et énergétiques. Le standard mondial moyen a été en fort accroissement mais les écarts entre les moins nantis et les plus nantis se mesurent en dizaines, centaines ou milliers de fois selon les tranches de revenus choisies. « Les Français » ne pourront plus prendre l'avion, ou aller au ski, manquant que seule une petite part de ces Français (et Françaises) prendra l'avion ou exploitera la montagne une fois par an. Par contre, la précarité énergétique va chez nous galopante et nous avons tardé à prendre le sujet à bras le corps.

Ainsi, définir collectivement un stock raisonnablement exploitable de ressources, définir un budget carbone et donc énergétique par fonction sociale, par habitant.e et par an, et garantir une acceptation sociale, donc une légitimité, donc une éthique - revenons à Hans Jonas -, paraissent les bases d'un nouveau développement civilisationnel à construire. La volatilité spéculative ne devra avoir que peu à y faire, tant les expériences récentes ont bien montré que la concurrence ne permet pas une saine adéquation des ressources aux usages. L'État semble nécessaire, comme institution structurante, garante de politiques publiques légitimes, c'est-à-dire, dans le domaine de l'énergie, pilotant la sensibilisation du plus grand nombre, l'accompagnement des plus précaires, l'incitation auprès des plus nantis et la coercition aux dépens des plus dispendieux.

● Michaël Evrad, expert Climat énergies

6. Lire avec bénéfices les travaux de l'Institut Momentum <https://institutmomentum.org/> ou le Manifeste Convivialiste <https://convivialisme.org/>.

Rareté de l'énergie et développement de l'égalité

Nous savions que notre modèle économique, principalement basé sur les énergies carbonées, n'était aucunement viable sur le moyen terme. La guerre en Ukraine accélère le processus avec, pour effet immédiat, une inflation qui touche la plupart des activités et nous rappelle que l'énergie est présente dans l'ensemble de nos consommations.

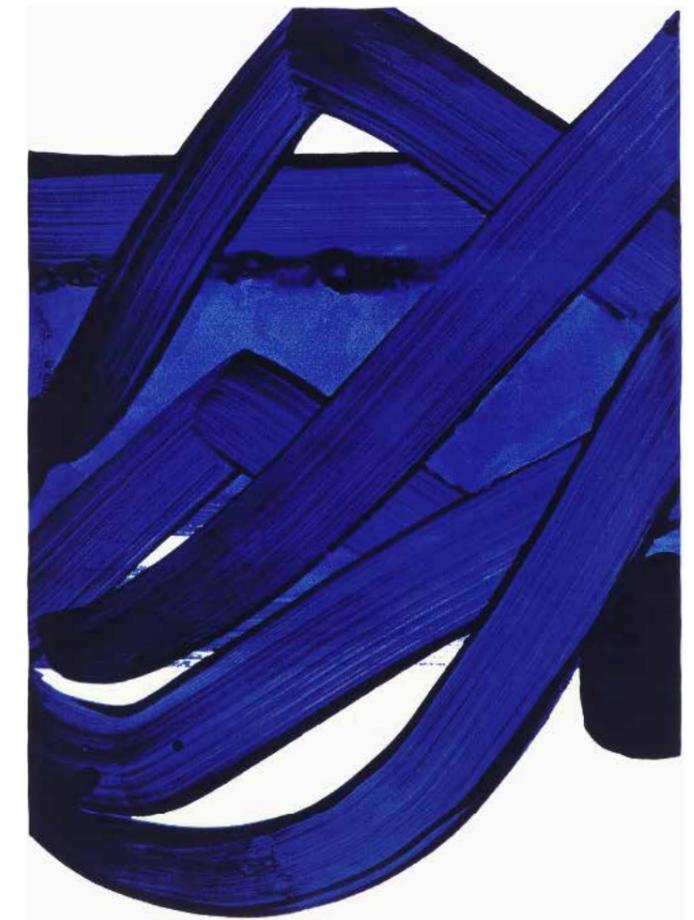
Les réponses initiales des États se sont concentrées sur le blocage des prix et des mesures ciblées sur les publics les plus fragiles de type « chèque énergie ». Les premières sont choquantes car elles profitent indifféremment à tout le monde : les budgets publics financent ainsi le chauffage de maisons surdimensionnées ou l'usage intensif des SUV.

Mais les mesures ciblées ne sont pas non plus à la hauteur de l'enjeu. Au delà du fait que ces hausses de prix peuvent paraître excessives et provoquées par les modalités de marché qui président à leur fixation, il n'en reste pas moins que cette raréfaction des sources d'énergie reste une tendance de moyen terme souhaitable du point de vue de la préservation de la vie sur cette terre. Il nous faut donc désormais penser notre société dans le cadre d'une économie de post-croissance, une société qui privilégiera l'être sur l'avoir. Nous allons certes devoir diminuer le contenu carbone et matière de nos consommations, nous allons peut-être encore améliorer notre efficacité énergétique, mais il va falloir que les plus riches réduisent fortement leur consommation, ce qui signifie une économie largement plus égalitaire que celle dans laquelle nous vivons.

Cette égalité doit se concrétiser autant en terme de revenus que de statuts. Ceci ne passe pas par le développement des minima sociaux mais par une politique qui vise à ce que toute personne puisse avoir un emploi, de bonne qualité et surtout choisi. La revalorisation du salaire minimum s'inscrit dans ce cadre égalitaire : il doit être réévalué au-delà du taux moyen de l'inflation car l'inflation subie par les ménages les plus modestes est plus importante. Certains objecteront que la hausse du salaire minimum est attentatoire à l'emploi. Ceci n'est vrai que s'il est laissé à chaque entreprise le soin d'assurer le paiement du salaire. Mais si une partie de l'ensemble des salaires est prise en charge collectivement par l'ensemble des entreprises, ceci diminue alors le risque de chacune d'entre elles, ce qui multipliera les offres d'emplois de façon à permettre aux individus de passer de l'emploi contraint à l'emploi choisi.

Tel est l'objectif de la Sécurité économique (securiteeconomique.org) : mettre hors marché une partie des revenus de l'économie privée pour la distribuer de façon égalitaire entre les travailleur-ses. Seule cette approche de l'emploi déconnectée de la croissance permettra d'envisager une transition énergétique et écologique à la hauteur des enjeux.

● Benoît Borrits



Sortir dumarché de l'électricité maintenant !

L'énergie est un bien commun, essentiel et stratégique à court comme à long terme : la crise environnementale nous impose de revoir complètement nos modes de production et de consommation et d'organiser l'accès à une ressource de plus en plus rare.

Dans cette mutation vers un monde décarboné, l'électricité est appelée à prendre une place croissante. Or le dogmatisme libéral européen, accompagné par les gouvernements successifs, a cassé depuis 20 ans le monopole public efficace d'EDF pour le remplacer par un marché dysfonctionnel qui tente d'imposer une concurrence totalement inadaptée à ce secteur.

Le bilan est accablant : hausse des prix, rupture d'égalité entre les usagers, désorganisation du secteur, « concurrence » confinée à une activité totalement artificielle, la fourniture, qui consiste à acheter de l'électricité pour la revendre sans aucune plus-value pour le consommateur, si ce n'est de pouvoir choisir son logo sur la facture. Puis la mise en place d'un marché dont le prix ultra volatil, indexé sur les prix du gaz, ne correspond pas du tout au coût de production de l'électricité, a provoqué une succession de crises en exposant tantôt les consommateurs à des factures élevées quand les cours du gaz montaient, tantôt les producteurs à des rémunérations trop faibles quand ils baissaient. La crise actuelle, déclenchée par l'envolée des prix du gaz, n'est certes pas la première mais est de loin la plus grave. Les prix de marché de l'électricité ont été multipliés par 20 l'été dernier par rapport à leur cours moyen, sans rapport avec l'évolution bien plus lente des coûts de production.

Comme à chaque fois, le gouvernement a répondu à cette crise par des mécanismes complexes, opaques et partiels, en se contentant d'accumuler les rustines sur un système malade à la base. Il en est ainsi du « bouclier tarifaire » limitant à 4% la hausse des factures pour les clients particuliers restés au tarif réglementé en 2021 puis à 15% en 2022, mécanisme auquel s'ajoutent des aides ad'hoc. Mais les trous dans la raquette sont multiples, entraînant des catastrophes chez nombre d'entreprises, de communes, de copropriétés qui ont vu ou voient leur facture multipliée par 4, 5, 10, alimentant l'angoisse, la précarité, l'inflation, l'appauvrissement des services publics locaux et les risques de faillites en cascade.

Aujourd'hui, même la Commission Européenne reconnaît les graves dysfonctionnements de ce marché et la nécessité de « réformes en profondeur ». Mais il reste impossible d'envisager l'abandon de ce prix de marché jugé pourtant « aberrant », de renoncer au dogme de la concurrence. La seule solution pérenne, consistant à mettre en place un système public basé



sur des tarifs réglementés pour tous les consommateurs, est écartée par principe.

Ce système pourrait être mis en place rapidement, au moins à l'échelle française sans pour autant remettre en cause les nécessaires échanges avec nos voisins.

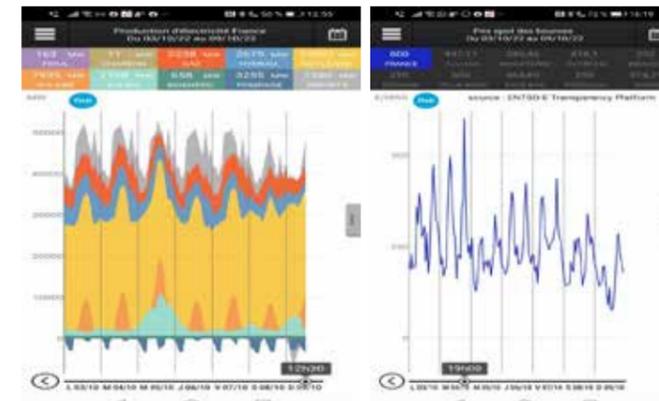
Un tel système est pourtant une nécessité pour planifier et financer les investissements massifs nécessaires à la bifurcation écologique et l'organisation d'une sobriété heureuse. Cela devient urgent !

● Anne Debregeas,
chercheuse Solidaires

QUE PRODUIRE ? COMMENT ?

La construction du prix de marché de l'électricité

Les illustrations ci-dessous présentent la production d'électricité et le prix spot de l'électricité sur le marché français. On peut constater sur l'illustration de gauche que la production (toujours égale à la consommation) évolue en volume et en composition au cours du temps, en fonction de la consommation et des conditions de production. Chaque moyen de production possède des coûts de production et des fonctionnalités différents : l'électricité produite par l'éolien, le solaire, les barrages sur les fleuves est dite fatale ;



si on ne l'utilise pas immédiatement elle est perdue. Les retenues hydrauliques, les centrales, nucléaires, à gaz ou au charbon peuvent être pilotées, c'est-à-dire que leur production peut être ajustée aux pointes et aux creux de la consommation, l'ordre de leur appel étant celui de leurs coûts de production respectifs.

Avec l'introduction de la concurrence un dispositif extrêmement complexe a été mis en place pour déterminer les prix d'achat et de vente de l'électricité, et finalement les prix faits aux consommateurs. Ce dispositif, la bourse de l'électricité, est un lieu où se confrontent producteurs, « grossistes » et commercialisateurs aux particuliers. Les 2 gros acteurs, Engie et EDF (95% de la production), relevant des 3 domaines. La plupart des opérateurs sont essentiellement des traders, leur seule activité résidant dans l'achat/vente d'électricité !

Sur cette bourse la temporalité des contrats s'étend de l'immédiat (le marché « spot », voire illustration ci-dessus) jusqu'à plusieurs mois voire plusieurs années. Afin de suppléer à d'éventuels défauts de fourniture d'électricité, existent aussi des mar-

chés complémentaires de capacités de production, de réserves de secours... le tout visant à assurer la sécurité des réseaux électriques. Ce marché de l'électricité possède aussi un volet financier, les opérateurs devant obtenir auprès du secteur bancaire et assurantiel la couverture financière de leurs opérations.

Les prix fixés sur le marché spot reflètent le prix du dernier moyen de production appelé, donc le plus cher, aujourd'hui les moyens de production utilisant le gaz. Ce prix spot varie donc au cours du temps, en fonction du volume de la consommation (on peut constater qu'il est maximal quand les importations le sont, qu'il est minimal quand les exportations sont maximales) et des moyens de production appelés. La plupart des commercialisateurs, ne produisant pas d'électricité, achète l'électricité sur le marché, donc au prix de la production la plus chère, ce qui les conduit à augmenter leur prix ou à renoncer à vendre de l'électricité, parce qu'ils ne peuvent plus s'approvisionner ou parce qu'il est plus profitable de revendre leurs contrats sur le marché (éventuellement à l'opérateur historique qui aura repris leurs clients au tarif régulé).

L'autre caractéristique du marché de l'électricité réside dans l'obligation faite à EDF de vendre 1/4 de sa production nucléaire à ses concurrents au prix de 42 € le Mwh, inférieur à son coût de production. Il s'agit de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH) mis en place en 2010 pour permettre à la concurrence de se développer sur un marché où l'électricité est produite à plus de 95% par deux opérateurs, EDF et Engie.

Dernière manipulation, les tarifs réglementés, autrefois basés sur les coûts de production d'EDF, sont maintenant calculés sur la base des prix d'accès à l'électricité des concurrents d'EDF, sur leurs coûts de fonctionnement en incluant leur marge, afin de leur permettre des offres plus faibles que le tarif ! En début d'année, pour limiter la hausse des prix, le gouvernement a augmenté le volume de l'ARENH, offrant plus d'électricité nucléaire aux concurrents d'EDF, ce qui revenait à limiter la hausse du tarif réglementé et des prix. La contrepartie étant qu'EDF a dû acheter sur le marché, à prix fort, les volumes correspondants pour assurer la fourniture de ses contrats et donc prendre en charge une partie du bouclier tarifaire décidé par le gouvernement. Alors qu'il aurait suffi, comme l'ont fait l'Espagne et le Portugal de sortir, au moins provisoirement du marché européen de l'électricité.

● Olivier Frachon

Pour une sobriété de la décarbonation

La situation d'urgence énergétique que nous traversons cette année s'apparente à un retour vers le futur car en effet dans un futur proche et certain nous allons être confrontés à une pénurie des énergies fossiles sur lesquelles jusqu'à présent réside toute notre activité industrielle commerciale et alimentaire.

Face à cela la droite libérale n'a pas d'autres solutions que de faire baisser artificiellement le prix des énergies que ce soit au travers de subventions qui ne suffiront pas ou d'appels auprès des raffineurs exploités de ces mêmes énergies à modérer leurs prix.

Le résultat de cette politique de bouche-trou à courte vue tape dur sur un budget qui n'a pas besoin de ça d'autant plus que le Président de la République se refuse obstinément à imposer les grandes richesses et taxer les supers profits. Il est à craindre qu'au bout du bout quand il faudra couvrir les dépenses le chef de l'État quel qu'il soit se retrouve acculé par les dettes et vende/privatise les bijoux de famille de la République à commencer par les grandes infrastructures hydroélectriques et nucléaires du pays, le réseau de transport d'énergie¹ qui sont autant de systèmes nationaux décidés et mis en place par la nation au sortir de la deuxième guerre mondiale dans une logique de monopole d'État qui sont donc dominants et incontournables dans leurs secteurs d'activité.

(Rappelons-nous du sort qui a été réservé à France Telecom et à ses salariés ainsi qu'au réseau d'autoroutes national...).

Géopolitique

La pénurie d'énergie fossile qui nous attend va bouleverser les relations entre les États : l'exemple actuel de la Russie nous privant de son gaz est le deuxième exemple de ce qui rythmera à l'avenir les relations internationales (la première ayant été l'embargo décidé par les pays producteurs de pétrole suite à la « guerre du Kippour »).

Quel avenir politique attend les tout derniers

pays producteurs d'énergies fossiles (pétrole et gaz) qui, actuellement, ne se caractérisent pas par une stabilité politique et sociétale. Et que dire des lignes maritimes qui nous alimentent en Énergie : golfe d'Oman, du détroit d'Ormuz du canal de Suez...

Prise de conscience

Jamais notre pays et sa population n'auront, à ce point, touché du doigt le concept de la pénurie énergétique, c'est donc face à cette prise de conscience qu'il faut nous positionner et proposer des alternatives avec d'autant plus d'entrain que face à cette sensation/sentiment de pénurie l'extrême droite ne perdra pas de temps pour aller au plus simple et y répondre par la logique d'incrimination et d'exclusion des populations immigrées qui est à la base de toute sa démarche politique.

Organiser la sobriété de la décarbonation

Plus facile à écrire qu'à faire, le chantier de la décarbonation du pays ne se fera pas en un mandat présidentiel ni même en deux ni même en trois. La réponse incomplète et partielle face à la pénurie actuelle est la preuve que tout ceci ne s'improvise pas d'un jour à l'autre et que seule une réponse assumée volontaire et de long terme est viable.

C'est bien maintenant qu'il nous faut réunir toutes les énergies de la nation afin que les compétences s'additionnent et se renforcent dans le but de proposer un avenir possible et souhaitable au pays et à toutes les forces qui la compose.

● **Ange Valnet ancien cadre de l'industrie (pétrolière notamment)**

Sources

[1. https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/04/12/edf-le-gouvernement-detaille-son-plan-hercule-pour-la-premiere-fois_6076516_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/04/12/edf-le-gouvernement-detaille-son-plan-hercule-pour-la-premiere-fois_6076516_3234.html)

[Climat, crises Le plan de transformation de l'économie française](#)
[Le détroit d'Ormuz, verrou stratégique du golfe Persique](#)

Sollicité par l'équipe de rédaction Maximes Combes nous a fait parvenir ce message

Connaissez-vous le Traité sur la charte de l'énergie (TCE) ?

C'est celui qui m'occupe beaucoup en ce moment : il est peu connu, mais aux effets nocifs considérables : c'est une puissante arme juridique aux mains des investisseurs et entreprises de l'énergie qui leur permet de retarder, renchérir ou bloquer la transition énergétique. Nous demandons à chacune et chacun d'interpeller le gouvernement d'Emmanuel Macron : « **Sortez du Traité sur la charte de l'énergie ! Maintenant** » Merci d'avance d'y contribuer.

A relayer [ici sur twitter](#) et [ici sur Facebook](#).

J'en profite pour vous signaler :

- un texte de blog : [La sobriété sans égalité, c'est l'austérité pour les plus pauvres](#)

- une interview pour France Info : [TotalEnergies : la taxe sur les superprofits prévue par le gouvernement sera «relativement anecdotique»](#)

- une interview pour le média QG : [Crise énergétique : « Le gouvernement navigue à vue sans savoir quelle sera la situation dans trois mois »](#)

Nous continuons à travailler et faire connaître cette **proposition de loi** visant à **accélérer massivement le financement de la rénovation et de l'isolation thermique des logements** - à lire chez [Basta](#), [Reporterre](#), [Médiapart](#), [L'humain](#) ou [Politis](#). Plus d'informations à venir.

La place faite au travail, condition de réussite

Parmi les obstacles rencontrés aujourd'hui dans les projets industriels, l'évolution de l'organisation du travail et des modes de management des salariés, sont à la fois essentiels et la plupart du temps sous-estimés. Et, en particulier **en ce qui concerne le secteur de l'énergie, on peut donc s'interroger sur la capacité du secteur à conduire avec succès des projets industriels importants** dans le cadre actuel des organisations (filiation des structures, place de la sous-traitance, multiplication des prestataires,...). Alors que l'actualité nous montre l'urgence à planifier et engager les projets industriels indispensables à la transition et à l'alimentation énergétiques du pays.

Différentes études¹ ont été menées pour tenter de trouver les raisons des retards rencontrés sur la mise en service de l'EPR de Flamanville. Un examen particulier sur le management du projet EPR, à partir de ces études, offre un regard nouveau et particulier sur cet échec. L'expérience de l'EPR démontre que l'entreprise n'a pas su valoriser l'expérience collective qu'a constituée la construction du parc nucléaire historique. Les transformations de l'organisation des entreprises depuis 30 ans - conformité au management global des entreprises et au management des projets - ont induit des difficultés dans la gestion des projets et leur réalisation ; la transmission des compétences, des savoirs faire n'a pas eu lieu, l'engagement professionnel des salariés qui a permis le démarrage du parc n'a pu être retrouvé. Le projet EPR a été engagé, alors que sous couvert d'adaptation au marché et de la concurrence, l'organisation et le management des entreprises ont copié les principes managériaux qui caractérisent l'entreprise libérale dans le capitalisme financier.

Partant de ces études, un regard porté sur l'évolution des organisations ouvre un champ ignoré parmi les causes de cet échec : la place, ou plutôt l'absence de place, faite au travail réel dans les organisations d'EDF et comme dans les relations entre EDF et les entreprises partenaires et/ou clientes :

¹ Rapport Folz commandité par l'Etat – expertise Degest-IED réalisée à la demande du CSE.

1. L'organisation matricielle, le management par projet ne laissent que peu de place au développement des compétences « métiers », individuelles ou collectives.

2. le développement de la fonction achat a eu pour conséquence le recul de l'importance des questions techniques (et de la parole des techniciens), alors même que les difficultés de conception et de construction d'un prototype nécessitent qu'elles soient au 1^{er} plan ;

3. les démarches qualité qui se sont succédées ont conduit à des pertes de sens du travail concret, la vision exclusive au prisme des indicateurs n'a pas permis une juste compréhension de l'avancement réel et des difficultés concrètes rencontrées par les équipes.

Les modifications mises en œuvre visent à s'aligner sur les industries considérées comme « performantes », notamment l'aéronautique et l'automobile, bien différentes de l'industrie nucléaire. Mais a

Pour caractériser ce que je désigne par management «libéral» je voudrais revenir sur ce que vivent les professionnels de la santé comme ceux de l'enseignement. Sous prétexte d'efficacité on a introduit, il y a maintenant plus d'une décennie, «les principes de l'entreprise», qui seraient si performants, dans la gestion de la santé comme partout. On mesure aujourd'hui les méfaits et les conséquences sur notre système de santé du New Public Management. Et c'est toujours sous couvert de cette performance que Macron entend transformer les écoles en centres de résultats, individualisant les situations, rémunérant aux résultats et transformant les directeurs d'école en managers de projet et supérieurs hiérarchiques des enseignants !

Les mêmes transformations ont été mises en œuvre durant les précédentes décennies dans les entreprises et le monde industriel, plus ou moins rapidement en fonction des secteurs et des résistances, notamment dans les services publics, accompagnant le plus souvent la déréglementation et la concurrence à laquelle ils étaient nouvellement soumis. Avec des conséquences désastreuses pour les salariés ; développement de la sous-traitance, externalisation et délocalisation. Mais l'exemple de la Santé doit nous conduire aussi à nous interroger sur les conséquences sur le monde industriel du management libéral. Est-il compatible avec le développement de projets industriels importants qui dépassent la taille d'une start-up ?

été ignoré ce qui constituait les réussites du passé, le modèle social d'EDF ou, à l'opposé, l'impact du management de la qualité et la systématisation du management par projet depuis 30 ans.

La réalisation et le démarrage, au cours des décennies passées, des différents parcs de production d'électricité, sont aussi, au-delà des questions techniques, industrielles, contractuelles, le succès d'un service public et de salariés reconnus par un statut, tournés vers la réponse aux besoins du pays. Par exemple, dans l'ingénierie nucléaire, **la culture du débat, voire de la controverse** au sein des équipes, et entre celles-ci, était une composante du travail. Quelle place lui reste-t-il dans des organisations qualité qui formalisent toujours plus chaque geste et chaque interrogation ? La place du numérique, celle du télétravail, non seulement dans les processus mais également dans les relations professionnelles et interpersonnelles ne doivent-elles pas être interrogées, au-delà des gains de productivité attendus et de la reproductibilité recherchée ?

Partager les connaissances techniques et pratiques via les datas est certaine-

La culture du débat, voire de la controverse au sein des équipes, et entre celles-ci, était une composante du travail

ment utile. Mais comment le travail humain, les interactions humain-humain (et pas seulement homme-machine) sont-ils valorisés, enrichis, reconnus ? La standardisation des processus, si elle présente des avantages, présente aussi le risque de brider l'imagination, l'intelligence, et au final l'implication professionnelle et le sens du travail.

Et, le parc nucléaire a été réalisé par des salariés ayant des moyens d'expression collective de haut niveau. La filière CMP² a longtemps porté la controverse sur les conditions du travail concret, sur les questions techniques, le projet global, et les moyens alloués. La transformation des objectifs de l'entreprise, accélérée par l'introduction de la concurrence, le secret devenu la règle, la suppression de ces instances, ont induit la fin de ces échanges. On devait à ce pouvoir donné aux collectifs de travail la prise en considération des écarts entre les schémas théoriques et leur concrétisation, les dangers des choix d'organisation, le décalage entre déclarations, programme théorique, remontée des indicateurs et le travail réel et les résultats concrets. C'est aussi cette filière qui alertait régulièrement sur l'absence de réalisme des plannings et les conséquences d'une sous-traitance mal maîtrisée.

La transformation progressive du travail réel par le capitalisme financier en une marchandise comme une autre, en une

² Instances de représentation du personnel, mises en place en 1946 qui, à la différence des CE existants à la maille des services, permettaient de discuter et de peser sur l'organisation et les objectifs du travail. Elles ont été supprimées en 2004 lors de la privatisation d'EDF.



suite de prestations achetées par des contrats de prestations ou de sous-traitance, constitue une négation de sa réalité comme de ce qui se passe tant chez l'individu que dans les collectifs de travail. Sa réduction à des résultats rassemblés dans des indicateurs, ce que décrit Alain Supiot dans "La gouvernance par les nombres", constitue sans doute un obstacle insurmontable à la réussite de projets complexes, nécessitant coopération, initiatives, controverses voire conflictualité. Et comme l'écrit Alain Supiot peut-être faudrait-il restaurer "le principe de démocratie dans la sphère économique en rendant à ceux qui travaillent une prise sur l'objet et le sens de leur travail"

● Olivier Frachon

Pour une transition énergétique, d'aujourd'hui à demain

Il va de soi, mais ça va mieux en l'écrivant, que les énergies sont des biens communs et ne devraient plus être source de profits à l'intention d'actionnaires.

C'est pourquoi, en parallèle de la mise en œuvre d'une sobriété partagée, un nouveau service public doit être à la manette de l'accès à l'électricité.

Celui-ci devra être pensé par une articulation d'intérêt général entre les acteurs citoyens de production d'électricité ancrés sur les territoires et un système de distribution garantissant l'égalité des territoires.

Les expérimentations citoyennes de l'économie sociale et solidaire permettent de tester concrètement la faisabilité d'un changement radical de la société, que ce soit dans le fonctionnement (démocratique) ou la finalité d'intérêt général de l'activité.

Celle d'Enercoop, société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), est à l'évidence l'aventure dont on peut tirer la meilleure expérience d'une alternative concrète face à l'urgence environnementale et sociale.

Enercoop regroupe 25000 coopérateurs consommateurs d'électricité, 140 salariés et 28 producteurs.

La base de la démarche coopérative d'Enercoop repose à la fois sur l'engagement dans la transition écologique, via les énergies renouvelables, et la démocratie sociale, car les sociétaires, prenant les décisions stratégiques de la coopérative.

Enercoop a dû faire face, au printemps dernier, au risque de l'explosion de ses tarifs. Les dirigeants ont ainsi lancé le débat au sein de la communauté de l'entreprise afin de prendre les décisions, toutes et tous ensemble, en assemblée générale. Il a donc fallu faire participer 25000 coopérateurs aux échanges et aux décisions. Et grâce à une articulation entre outils numériques, la coopérative

a réussi à trancher et à décider collectivement d'ouvrir temporairement à la production nucléaire d'électricité, afin d'éviter une explosion des prix. Cette décision peut paraître évidemment contradictoire aux valeurs de la coopérative, mais c'est 88% des citoyens sociétaires qui l'ont votée.

Ce qui démontre que la démocratie coopérative peut fonctionner avec des entreprises de grande taille !

Cela fait bientôt un siècle que la démarche a été engagée d'un service public partagé entre l'État et des entreprises « à forme mixte ». C'est en 1931 que Charles Gide, économiste et ancien dirigeant du mouvement coopératif, promouvait la création d'entreprises dans lesquelles le pouvoir est partagé entre l'État ou les collectivités, les travailleurs et les consommateurs ou usagers. Et Gide affirmait cette démarche comme alternative et en opposition au libéralisme économique, qui promeut la loi du marché. Ce qui n'empêche pas Macron et ses troupes d'envisager la renationalisation d'EDF, puisque la société est en difficulté. Ils pourront la reprivatiser lorsqu'elle sera de nouveau rentable !

Mais tout reste à faire, même si le nombre de SCIC a augmenté de 88% au cours des cinq dernières années, atteignant le nombre de 1200 entreprises

et de plus de 13000 salariés...

Elles sont donc à ce jour le laboratoire privilégié pour mettre en œuvre une bifurcation écologique, sociale et démocratique.

● François Longéras
Administrateur de l'Union régionale des SCOP et des SCIC Ile-de-France/Centre/Val-de-Loire/DOM-TOM



Quels acteurs industriels pour réaliser la planification ?

L'électrification d'une partie des usages de l'énergie est l'une des conditions de la transition énergétique et de la décarbonation de l'économie. Or l'électricité est un système industriel complexe, s'appuyant sur une industrie élaborée et nécessitant des organisations importantes, incluant le développement et l'exploitation des réseaux, l'ingénierie nécessaire à la construction et à l'exploitation des moyens de production, à la maille du pays.

La privatisation d'EDF et GDF, la mise en place du marché, ont profondément transformé l'organisation du travail en leur sein, réduit les moyens et généralisé la sous-traitance et l'achat de prestations au prétexte de se recentrer sur le cœur du métier. La situation actuelle met en évidence que l'électricité, et plus globalement l'énergie, relèvent d'un bien commun et non d'une marchandise et que sa production comme sa distribution relèvent du service public. Car laisser au marché et au secteur privé la maîtrise de ce secteur c'est non seulement courir le risque de la flambée des prix et donc de l'accroissement des inégalités et des privations comme de l'impact sur l'emploi et l'activité, mais c'est aussi abandonner la planification à la seule rentabilité financière et aux subventions.

C'est aussi renoncer à disposer d'un outil pour accompagner le secteur industriel qui devra nécessairement être partie prenante dans la reconstruction du secteur comme dans le développement technologique, dans la recherche et le développement sur les moyens de production comme sur les usages et l'efficacité énergétique. Avec trois questions à débattre pour préciser le cadre et le statut de cet acteur industriel.

Quel outil pour assurer l'accès au bien commun qu'est l'énergie ?

En outre, la transition énergétique c'est aussi plus d'efficacité dans les usages, comme dans le développement de productions renouvelables, locales et diffuses, ce qui nécessite aussi un accompagnement des usagers et des collectivités dans les actions de rénovation de l'habitat par exemple. Le service public ne pourrait-il pas aussi être l'outil au service des collectivités territoriales, comme des consommateurs ? Ce qui exigerait de renouer avec la proximité qui prévalait lors des périodes précédentes mais aussi de réfléchir sur les conditions de l'exercice de la démocratie. En assurant des missions de conseil et en étant aussi un véritable acteur dans la construction des solutions et le développement du secteur de l'industrie correspondant.

Ce rôle doit bien évidemment être celui de l'acteur public, interlocuteur des différentes industries concernées, de la production aux usages, des entreprises qui seront mobilisées au plus près des territoires. Un rôle qui implique d'investir dans la recherche et le développement, dans l'ingénierie comme dans la proximité, la place de la démocratie dans ces organisations

Organisation nationale possédant une dimension centralisée, il est nécessaire aussi de travailler à la place que les différents échelons démocratiques du pays devront occuper dans les choix stratégiques qui prévaudront. C'est vrai au niveau national mais c'est aussi vrai aux échelons régionaux et locaux, condition essentielle pour combattre l'étatisation qui a été celle d'EDF et GDF par le passé. Cette dimension est nouvelle et nécessite d'être travaillée, débattue car elle est aussi une condition indépassable pour que la transition énergétique et la planification ne soient pas que l'affaire des techniciens et des technocrates mais bien celle de la population. Condition indépassable pour que l'ensemble des choix et décisions, la nature et le contenu de la sobriété, le mix énergétique et les arbitrages entre énergies, l'implantation des futurs moyens de production, et les actions à engager sur les territoires soient réellement acceptés.

La place du travail, le statut des salariés :

Au sein de cette organisation, comme partout, la question de la démocratie, la possibilité donnée aux salariés d'intervenir sur les objectifs comme sur les moyens de les atteindre sera une condition essentielle, indispensable pour réussir la transition énergétique. L'histoire des industries électriques et gazières montre la place qu'ont occupé les femmes et les hommes du service public pour permettre à EDF et GDF d'approvisionner le pays en électricité et en gaz jusqu'à la déréglementation et la privatisation des années 2000. Avec, toutes choses égales par ailleurs, un statut qui reconnaissait la qualification et des lieux où la conflictualité autour du travail pouvait s'exprimer !

● O.F.

Fuite en avant ou transition sociétale ?

En annonçant la fin de la soit-disant abondance, Emmanuel Macron a en quelque sorte officialisé la crise globale de la société qui semble dériver tel un bateau ivre tellement il semble que personne ne maîtrise rien et surtout pas le marché.

Pourquoi « fuite en avant » ? Les multinationales s'éloignent du travail qu'elles jugent « trop coûteux » et réserve de colères populaires ; de plus en plus de femmes et d'hommes refusent les conditions d'exploitation ; certain-es se suicident... Le système cherche à se concentrer sur l'énergie, à la fois pour des raisons de rendement des capitaux et de domination sur le monde.

Et Pétroliers et Gaziers sont les plus puissants, à la fois par les capitaux accumulés et aussi compte tenu de l'importance de l'énergie pour l'activité économique ; la consommation de pétrole et de gaz continue d'augmenter malgré les COP successives s'engageant à décarboner.

En effet, on ne peut trouver aucune explication économique normale aux augmentations démentielles des prix des énergies. La grève des salariés de Total et d'Esso indique bien que ce n'est pas l'évolution des salaires qui justifie ces augmentations, c'est la même chose pour les gaziers et les salariés d'EDF. La nature nous donne, certes pas sans conséquences, mais gratuitement, les matières premières ; et les installations sont amorties depuis longtemps, voire vétustes et mal maintenues et entretenues... Quant aux besoins d'investissements, les opérateurs comptent surtout sur les contribuables comme en atteste la re-privatisation totale d'EDF envisagée au moment où il va falloir financer les nouveaux

Le but n'est pas de répondre aux besoins mais de produire du cash

EPR nucléaires annoncés par Macron (malgré le fiasco de Flamanville).

C'est qu'avec la concentration économique à l'échelle mondiale, les majors du marché sont de plus en plus puissants et ce sont eux qui décident, en fonction de leur cupidité et en toute irresponsabilité. Nous sommes bien devant une impasse systémique.

Mais ils savent bien que ça ne durera pas éternellement.

D'abord parce que les ressources sont physiquement limitées dans le temps, même s'ils reprennent les recherches et développent notamment la fracturation pour obtenir gaz et pétrole de schiste en se foutant des dégâts pour les populations, les travailleurs et l'environnement.

Et puis ça ne durera pas éternellement parce qu'il faudra bien qu'un jour les « grands dirigeants politiques », poussés par les peuples, prennent acte des recommandations des scientifiques du GIEC qui nous disent régulièrement qu'il y a urgence pour le climat.

Pétroliers et gaziers, plutôt que d'utiliser leurs immenses réserves financières (visibles et masquées) de manière utile à l'humanité tant sur le plan social que dans la reconversion énergétique, ont choisi de durer le plus longtemps possible en optimisant à court et moyen termes leurs profits.

Leur stratégie est simple : organiser la rareté et le sentiment de rareté pour faire monter les prix et ainsi vendre moins mais beaucoup plus cher, sur les marchés les plus solvables.

Ainsi les prix sont complètement déconnectés des coûts et de la valeur d'usage de la

production dont le but n'est pas de répondre aux besoins mais de produire du cash.

On ne peut expliquer autrement les mirabolantes hausses des prix de l'énergie qui alimentent les superprofits. Il faut y ajouter l'in vraisemblable indexation du prix de l'électricité sur celui du gaz.

Cela génère des réactions en chaînes non maîtrisées sur les coûts de fabrication, de transport, de chauffage etc. A quoi s'ajoute la généralisation des techniques marketings d'optimisation des profits en jouant sur la rareté, et le sentiment de rareté, pour faire monter artificiellement les prix.

Et accessoirement, l'augmentation des prix, notamment de l'énergie (près de 60% de taxe sur l'essence) arrange bien l'État dont les recettes augmentent sensiblement et, lorsqu'il en reverse une petite partie, il peut proclamer qu'il protège les Français dans la tourmente.

Et pourtant, le pire n'est pas inéluctable. Des scientifiques ont élaboré le scénario négaWatt qui montre que des solutions existent mais ils précisent : « les seules forces du marché ne semblent pas suffisantes, il est donc nécessaire d'évoluer vers des formes plus horizontales, partenariales et participatives de gouvernance, de l'échelle locale à la coopération internationale ».

Autrement dit, on vérifie combien les combats sociaux et le devenir de l'Humanité sont liées, il est urgent que de puissants mouvements populaires se développent pour faire émerger des solutions alternatives durables.

● Alain Lacombe, Pierre Zarka



Émeutes ? Révoltes ? Soulèvement ? Révolution ? Iran : la République islamique face à ses propres impasses

Depuis six semaines l'Iran connaît une vague de protestation sans précédent. Ce n'est pas la première fois que des mouvements sociaux secouent le régime : en 1999 contre la censure des médias, en 2017 contre le chômage et la vie chère, en 2019 contre la hausse brutale du prix de l'essence, en 2021 contre l'extrême sécheresse, au début 2022 contre l'incurie et la corruption après l'effondrement d'un immeuble mal conçu et mal construit... A chaque fois féroce réprimés (arrestations de masse, emprisonnements, tueries...) ces mouvements touchaient certaines parties du territoire ou mobilisaient telle ou telle couche ou catégorie sociale.

La mort de Mahsa Amini, jeune fille de 22 ans, le 16 septembre, trois jours après avoir été arrêtée et tabassée dans les locaux de la police, a embrasé tout le pays. Le voile est rendu obligatoire par Ayatollah Khomeiny en mars 1979, premier signe manifeste de la confiscation de la Révolution par les islamistes ! Une loi de 1983 légalise cette discrimination et la création de la « patrouille des mœurs » (Gasht-é-Ershad) en 2005 complète le

dispositif répressif. Depuis, des centaines de femmes et de jeunes filles ont été arrêtées. Et ce n'est pas la première fois que l'une d'elles succombe sous les coups des forces de répression, provoquant colère et manifestations. Pourquoi alors une telle réaction populaire et politique cette fois ? L'origine kurde de Jina (son prénom kurde non reconnu officiellement) explique l'explosion sociale de cette minorité réprimée. Mais la géné-

ralisation est due à la crise systémique de la République Islamique elle-même qui sape les fondements du régime ! Ce mouvement social totalement inédit par son ampleur, sa détermination, ses formes et sa nature résulte de l'accumulation des fractures entre les profondes évolutions économiques, sociales, sociétales et culturelles durant 43 ans, et l'inertie politique d'une théocratie liberticide et ossifiée.

L'islamisme politique n'a jamais constitué un ensemble monolithique. Du XIX^{ème} siècle à la chute du Shah, le clergé chiite a tour à tour joué un rôle progressiste ou réactionnaire. Aujourd'hui on peut distinguer deux grandes tendances politiques. Les « réformistes », partisans d'un « néolibéralisme théocratique » : baisse de la pression sociale pour susciter les initiatives civiles, et ouverture vers une économie marchande mondialisée aggravent profondément les inégalités sociales. Les « fondamentalistes », adeptes d'un « populisme théocratique » : emprise idéologique de la religion, économie oligarchique de la rente, et confiscation clanique des pouvoirs politiques en lien avec les régimes russe ou chinois. L'alternance présidentielle entre les deux tendances n'a été qu'une soupape face aux ras-le-bol générés par l'inefficacité et les effets pervers de leurs politiques respectives.

Les réformistes ont eu la présidence, la majorité du temps. Incapables de changements pérennes, la plupart ont été réduits au silence, assignés à résidence, emprisonnés, voire assassinés. Face à l'aggravation des problèmes chroniques pour une immense majorité de la population, cette mascarade s'est traduite par une abstention massive lors des dernières présidentielles et législatives, un désaveu politique cinglant pour le régime. Mais le principal fait politique c'est l'affirmation du corps des Pasdaran comme un empire militaire et géopolitique, industriel et financier. Tout le système jusqu'au Guide lui-même dépend aujourd'hui de cet Etat dans l'Etat.

Ce fait lui-même procède des changements profonds de la société. La population iranienne a triplé depuis 1979 : 86 millions d'habitants, à 90% lettrés, 85% moins de 40 ans et 75% urbains ! Le pays compte 700 universités et écoles supérieures, 5 millions d'étudiants, 70.000 enseignants et chercheurs, 43.000 publications scientifiques et 16.000 brevets par an et deux

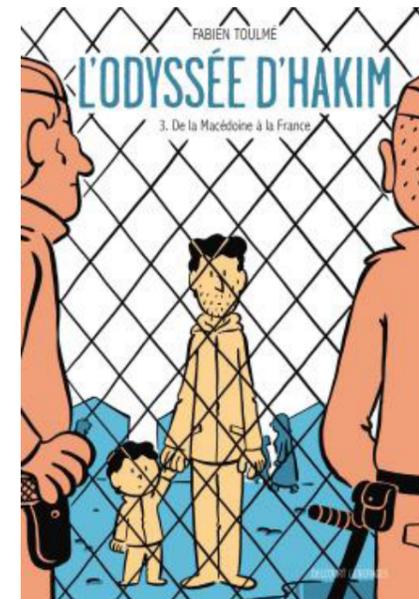
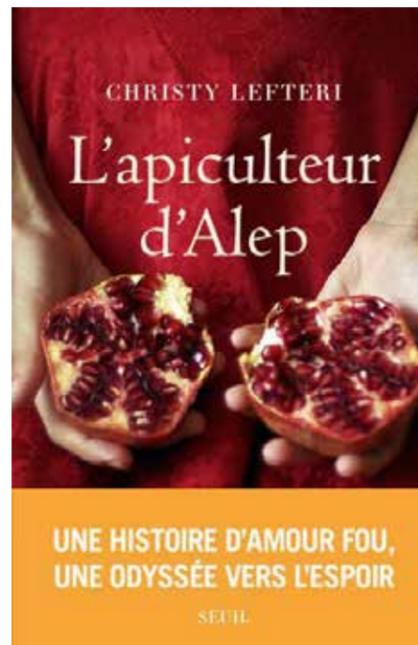
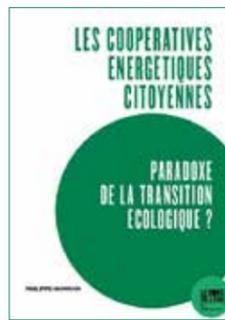
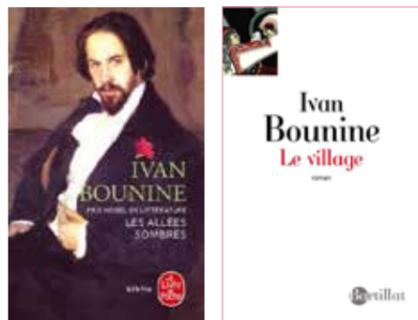
médailles Fields dont la première femme mathématicienne au monde !! Les jeunes filles représentent 60% des étudiants et plus de 70% des diplômés supérieurs !!! Selon le FMI, avec 150.000 départs/an le pays est en tête de la fuite de cerveaux, accueillis par toutes les grandes universités de par le monde. Pendant ce temps les 10% les plus riches possèdent 40% des richesses et les 20% les plus pauvres moins de 5% ! L'inflation officielle est de 700% en 20 ans, la dévalorisation de la monnaie de 35% par an, et le chômage de 30% !! La très forte baisse de la natalité et le phénomène urbain inouï des couples libres a conduit les autorités à interdire l'avortement et arrêter l'accès libre à la contraception ! Les grandes villes sont asphyxiées et Téhéran est l'une des métropoles les plus polluées au monde ! L'excellence médicale reconnue mondialement est totalement inaccessible à l'immense majorité, et l'incurie des autorités a causé l'un des tribus les plus lourds au monde à la pandémie ! Avec l'un des pires bilans carbone au monde le pays court vers une catastrophe écologique avec le tarissement prochain de ses ressources en eau.

« Femmes, vie, liberté », « à mort le dictateur », « à bas le régime »... ces manifestations ont déjà touché 200 villes du

pays, et toutes les couches, générations et catégories de la population, avec une présence massive des femmes et des grèves dans tous les secteurs de l'économie. Autant de rejets définitifs du régime y compris par ses propres bases. Fait inédit : les refus et désobéissances sont minoritaires mais réels parmi les forces de l'ordre. La fragmentation et l'imprévisibilité du mouvement, l'absence de structuration et de leadership, constituent à la fois ses limites mais aussi sa force. Dans l'immédiat le clergé est tétanisé et incapable de la moindre réponse. Mais si la peur a changé de camp, le mouvement ne paraît pas pouvoir déboucher sur une alternative crédible et légitime. Et les Iraniens redoutent deux mauvaises issues : une guerre civile très risquée pour les puissances régionales et mondiales tant l'Iran présente un enjeu géopolitique et énergétique stratégique, ou un coup d'Etat des Pasdaran, l'instauration d'un Etat autoritaire mais pragmatique, au paravent religieux plus ou moins souple, et surtout une relance durable des affaires avec des alliances et des relations négociées au poids de leur menace potentiel et au meilleur bénéfice financier. Mais l'Histoire peut parfois donner lieu à des surgissements totalement inattendus.

● **Sepideh Favreau, Sociologue**





Les années sombres Le village

J'ai découvert récemment un écrivain russe peu connu du grand public. Il est né en 1870 et décédé en 1953 à Ste Geneviève des Bois. Écrivain, poète, dramaturge, il publie son premier roman, *Le Village*, en 1910. Très vite reconnu et apprécié par ses pairs il est admis à l'académie impériale de Russie. Entre 1910 et 1914 il voyage beaucoup. Il fuit Moscou au moment de la révolution bolchevique et se range au côté des russes blancs. Rappelons qu'il est issu de l'aristocratie. En 1920 il quitte la Russie pour s'installer définitivement en France avec son épouse.

Dans ses romans il délaisse l'intrigue au profit de l'étude psychologique notamment de la vie rurale de l'ancienne Russie.

Le Village 1910 lui vaut la célébrité en Russie. Ce roman décrit le quotidien pénible, la misère et la profonde mélancolie d'un village isolé et s'éloigne de l'image d'Épinal du moujik exalté et jovial. D'un profond pessimisme, Bounine continue à mettre en scène, la décadence de la société tsariste et la pauvreté paysanne dans une série de tableaux violents et cruels.

Il recevra le prix Nobel de littérature en 1933...

Un écrivain qui mérite d'être lu...

● **Daniel Rome**

Les années sombres, Ivan Bounine, Éditions Livre de poche, 1990, 378 pages, 8,20 euros

Le village, Ivan Bounine, Éditions Bartilat, 2011, 268 pages, 18 euros

Les coopératives énergétiques citoyennes

Sous-titré « paradoxe de la transition écologique », cet ouvrage présente une étude minutieuse des coopératives citoyennes dans le Rhin supérieur.

Des sujets essentiels sont examinés, à commencer par la question du contrôle collectif, de l'efficacité des circuits courts en termes de production d'une part, de consommation d'autre part. Et sans éviter l'interrogation sur la notion de 'communs' et son analyse.

L'espace tri national (Allemagne/France/Suisse) offre un cas de figure qui renvoie à l'échelle pertinente, ou inévitable, qui peut fonder la question énergétique. Aussi performantes soient ces coopératives, aucune ne peut s'exonérer d'interroger les relations trans-territoriales, les solidarités 'naturelles' dans l'ensemble d'un bassin ressource ; il n'y a pas d'îlot protégé de production énergétique durable.

Autre problématique : l'actionnariat de ces coopératives, leur gestion, leur 'gouvernance', d'où pointent des diversités d'approches concernant le sens, les valeurs ou l'opportunité commerciale.

De l'engagement des coopérateurs/trices aux modalités d'une transition territoriale, est posé le choix d'une transition écologique et sociale, dans un champ concret, interpellant la radicalité des façons de faire et les enjeux de la durabilité.

Là aussi se redessinent relations et représentation du public et du privé. Beau sujet pour le service public ! Un livre utile, documenté.

● **Patrick Vassallo**

Les coopératives énergétiques citoyennes, paradoxe de la transition écologique ?, Philippe Hammam, Le bord de l'eau, 2022, 196 pages, 20 euros

Handicap à vendre

Cet ouvrage est une enquête journalistique sur le scandale des ESAT (Établissements et services d'aide par le travail). Créés pour permettre aux personnes handicapées de travailler et réservées normalement à ceux dont les capacités de travail sont réduites de 1/3 minimum, ces entreprises poussent à la productivité les personnes fragiles.

Les travailleurs des ESAT ne sont pas des salariés mais des « usagers », ils n'ont pas le droit de se syndiquer, subissent des périodes d'essai entre 6 mois et 1 an, ne touchent pas un salaire mais une rémunération comprise entre 5% et 50% du SMIC. Cette rémunération est soustraite de l'AAH (Allocation Adulte Handicapés). Résultat, la plupart travaillent 35h par semaine, pour une rémunération d'environ 700 € par mois, tout en étant interdits de dépasser 1 600 € de cumul avec l'AAH, dans les faits la plupart dépassent à peine 1 000 € mensuels.

Thibault Petit décrit :

- la vie professionnelle des usagers d'ESAT faite de petites brimades quotidiennes et d'injonctions à la productivité,
- le système économique des ESAT qui permet aux entreprises classiques de se passer d'embaucher des personnes handicapées en commandant les produits des ESAT,
- comment les ESAT se débarrassent des handicapés les plus lourds pour les remplacer par des handicapés plus productifs,
- le tout subventionné par l'État.

Son enquête montre comment le principe d'origine des ESAT a été dévoyé.

● **Anne-Rose Le Van**

Handicap à vendre, Thibault Petit, Éditions Les Arènes, 2022, 240 pages, 21 euros

L'Apiculteur d'Alep

C'est une fiction, inspirée de l'expérience très réelle de l'auteure qui a travaillé dans un camp de migrants à Athènes. Nuri est apiculteur dans la belle ville d'Alep où il vit avec sa femme, peintre, et leur fils. Quand la guerre leur fait perdre leur fils, la vue d'Afra, ses ruches, et leur maison... comment trouver la force de partir ? Dans des allers retours entre Alep et la Grande Bretagne, Nuri raconte les épreuves du voyage, le lien avec sa femme, partage ses doutes, ses émotions, ses souvenirs, les rencontres, l'importance des messages échangés au fil des connexions possibles avec son cousin apiculteur, parti avant lui et qui lui a transmis la passion des abeilles. Un livre qu'on ne lâche pas.

● **Marianne Coudroy**

L'Apiculteur d'Alep, Christy Lefteri, traduit de l'anglais, Éditions du Seuil 2019, 320 pages, 20 euros et Points poche, 336 pages 7,90 euros

L'odyssée d'Hakim

Hakim est un jeune Syrien, bien intégré dans son travail et sa famille, dans la banlieue de Damas. Il a fui son pays dévasté par la répression du printemps arabe, puis la guerre. Il témoigne à Fabien Toulmé de son périple pour travailler, communiquer avec ses proches, prendre à chaque étape des décisions qui détermineront toute la suite de son voyage, nouer des amitiés et s'appuyer sur des solidarités, pour survivre. Il arrivera finalement en France où il obtiendra le statut de réfugié, après trois ans de galère dans différents pays.

Le récit est rythmé par les visites du dessinateur à Hakim. Une bande dessinée au graphisme simple, clair, qui n'en rajoute pas du côté du tragique, mais invente des formes limpides pour traduire les émotions et décrire les situations. Elle parle aux adultes comme aux adolescents. Une très bonne façon de découvrir une face du monde des migrants et des situations auxquelles ils doivent faire face.

● **Marianne Coudroy**

L'odyssée d'Hakim, Fabien Toulmé, 3 tomes petit format, BD documentaire, Éditions Delcourt, parus entre 2018 et 2021, 24,95 chaque tome.

Reprise en main

Une paroi en varappe sans assistance, du cashflow, des cadences, du territoire, les années lycées, LBO et rationalisation... Dans cette première fiction Gilles Perret nous embarque entre deux regards : celui de la montagne, de sa verticale adrénaline ; et ces gestes, ce « climat » du travail.

Comment sortir l'usine (et la vallée) de l'engrenage de la financiarisation ? Éviter les licenciements, la fermeture probable ensuite ? Comment peuvent survivre ces cadres coincés entre le marteau des valeurs et l'enclume de la nécessité, dans une véritable schizophrénie ? Ce film des grands écarts est aussi d'une humanité qui se cherche. Il n'y a plus de syndicat, la nouvelle génération s'invente d'autres luttes. Se barrer ou se battre ? Comment ?

Sorte d'illustration d'un exercice pratique de front populaire et de résistance newlook, ces ouvriers du fin fond d'une vallée alpine ressassent-ils une énième illusion de prendre le capitalisme à son propre piège ? Ou cette résistance-là résonne-t-elle d'une utopie concrète ?

« Ne pas baisser la tête »... « On n'a plus le temps du pessimisme »... Gilles Perret nous régale ici d'un beau moment didactique, qui mérite débat. Vous avez dit luttes de classes ?

● **Patrick Vassallo**

Reprise en main, réalisation Gilles Perret, avec Pierre Deladonchamps, Laetitia Dosch ... En salle depuis le 19 octobre

Annie Ernaux

Passion simple



A propos d'Annie Ernaux ...

« Passion simple », ce livre « au-delà », par lequel j'ai découvert Annie Ernaux, un récit totalement au cœur et profondément décalé, ce livre « comme un boomerang » dans la franchise de l'intime, du réel, de l'absolue nécessité d'une autre nature que celle de manger, boire et dormir. Toute son œuvre aura fonctionné comme un circuit imprimé générant sa dynamique des élans, des rêves, des désirs, des dépresses et des déconvenues. Que n'a-t-on écrit, comme si les récits de vie simple ne méritaient pas tel battage, manquaient de « fun », résonnaient gras comme un livre de Navel ou sentaient sale comme un Dickens ou un Steinbeck...

On aime -ou pas- Ernaux. En plus elle s'engage. Et comme toutes ces artistes et écrivaines qui acquièrent un peu de notoriété, voici qu'une sorte d'illégitimité s'insinue dans la notoriété. Mal ... ces femmes. Nous voici après le prix Nobel d'Annie Ernaux confrontés à de savantes controverses sur les « transfuges de classe ». Comme si d'elle ou d'Edouard Louis l'essentiel était là, et pas dans la teneur du récit, le contenu du roman, mais cette incertitude sur une crampe de l'auteur.e...

Au fond se confirme ici que l'œuvre culturelle vaudrait parce qu'elle agrément le réel d'une société écrasée par ses dominations et ses inégalités. Mais faire œuvre de ce réel-là : sacrilège !

Le plus « transfuge » -et sans doute le plus vrai- dans les livres d'Annie Ernaux est de DIRE ces réalités, banales, routinières comme un RER, sublimes comme la passion amoureuse, dont l'ordre dominant entend surtout invisibiliser l'humanité, banaliser la violence, taire les résistances. Annie Ernaux -et d'autres- est la héraut de tant de héros du quotidien, humbles comme un jour sans pain, indicibles comme une « évidence ».

Les histoires d'Annie Ernaux sont aussi nos histoires ; ou peuvent l'être. Avec une singularité bien à elle qu'Anas Allaili, poète franco-palestinien (que Cerises la coopérative remercie d'avoir autorisé la publication de son texte) exprime si bien : « On le voit, à travers une approche spécifique de la littérature, celle d'un texte nu et révélateur, qui ne recourt pas au mystère, qui ne cherche pas un modèle artistique, ne se concentre pas sur l'esthétique littéraire, ne se focalise pas sur l'imagination qui tisse l'histoire, et crée des personnages, des mondes et des événements. La fonction de l'imagination ici est différente : il s'agit de récupérer, attraper des sentiments, les attraper avec des lames tranchantes, c'est-à-dire écrire de l'anatomie clinique. L'Académie Nobel montre donc son choix pour une forme de littérature de résistance, de nature personnelle, intime, multi-générationnelle, et multi-mémorielle. Loin de la multitude des mouvements artistiques mondiaux et de la diversité des doctrines qui oublient parfois le rôle essentiel de l'écriture, Annie Ernaux exprime directement les douleurs, les obsessions et les cauchemars de l'homme ».

● Patrick Vassallo et Anas Allaili

D'Anas Allaili : « Étreintes tardives », éditions l'Harmattan



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de la CGT, de Solidaires ...

Comme dit dans le [Manifeste](#), nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>